



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

Chambre de Commerce et d'Industrie de Région Pays de la Loire (CCIR)

Établissement public administratif

1, rue Françoise Sagan – 44800 Saint-Herblain

<http://www.paysdelaloire.cci.fr>

SIRET 184 401 289 00022 – TVA N° FR 75 184 401 289

**Marché de fourniture de distributeurs et consommables, et de produits d'entretien et d'hygiène
pour les CCI Région Pays de la Loire,**

N° marché : 2026CAPF1017



Sommaire :

1	GLOSSAIRE.....	4
2	PRÉAMBULE - DÉFINITIONS.....	4
3	OBJET DU MARCHÉ	4
4	PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ	5
5	DURÉE DU MARCHÉ.....	5
6	PIÈCES CONTRACTUELLES.....	6
7	COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL.....	6
7.1	Prise en compte par le titulaire de l'organisation.....	6
7.2	Revue de contrat du marché.....	7
7.3	Statistiques consolidées niveau centrale d'achat, et détaillées par entité.....	7
7.4	Suivi régulier de proximité.....	7
8	BONS DE COMMANDE	8
9	RÉMUNÉRATION.....	8
9.1	Contenu des prix.....	8
9.2	Mois d'établissement des prix.....	8
9.3	Nature du prix, actualisation et révision des prix	8
9.4	Clause de sauvegarde.....	9
9.5	Application de la valeur à taxe ajoutée.....	9
10	MODIFICATION DE MARCHÉ	9
11	PÉNALITÉS.....	10
12	ASSURANCES.....	10
13	MODALITES DE RÈGLEMENT.....	11
13.1	Paie ment.....	11
13.2	Echéance de paiement.....	11
13.3	Modalités de transmission de la facturation	11
14	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	11
14.1	Mise en œuvre	11
14.2	Cession	12
14.3	Sous-traitance	12
15	LIVRAISONS.....	12
16	CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES.....	13
16.1	LOT 1 DISTRIBUTEURS ET CONSOMMABLES	13
16.2.	LOT 2 PRODUITS D'ENTRETIEN ET D'HYGIENE	14
16.3.	DEFINITION DES FAMILLES DE FOURNITURE OBJET DU MARCHÉ	14
16.4.	STRUCTURATION COMPTE CLIENT	14



16.5.	SOLUTION DE COMMANDE EN LIGNE.....	15
17	CLAUSE ANTI-CORRUPTION.....	17
18	DÉROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG-FCS	17



1 GLOSSAIRE

AAPC	: Avis d'Appel Public à la Concurrence
AE	: Acte d'Engagement
BOAMP	: Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics
BP	: Bordereau des Prix
CCAG-FCS	: Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Fournitures courantes et services
CCP	: Code de la Commande Publique
CCAP	: Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCTP	: Cahier des Clauses Techniques Particulières
DCE	: Dossier de Consultation des Entreprises
BPU	: Bordereau de prix unitaires
JAL	: Journal Annonces Légales
JOUE	: Journal Officiel de l'Union Européenne
PA	: Pouvoir adjudicateur
RC	: Règlement de la consultation

2 PRÉAMBULE - DÉFINITIONS

Le présent marché s'inscrit dans une démarche d'optimisation technique et financière des Chambres de Commerce et d'Industrie des Pays de La Loire. L'objectif de la démarche est à la fois de réduire très significativement les coûts et d'améliorer le service rendu.

La CCI Région Pays de la Loire assure une fonction de centrale d'achat.

Les estimations de volumétries sont données à titre indicatif et ne sont donc pas contractuelles.

Pouvoir Adjudicateur :

La CCI Région Pays de la Loire est la personne morale de droit public qui conclut le marché avec le titulaire.

3 OBJET DU MARCHÉ

L'objet du marché est un marché de fourniture de distributeurs et consommables, et de produits d'entretien et d'hygiène pour les entités suivantes :

- **Chambre de Commerce et d'Industrie de Région Pays de la Loire (CCIR)**, 1, rue Françoise Sagan – 44800 Saint-Herblain,
- **Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes St-Nazaire (CCIT 44)**, 1, rue Françoise Sagan – 44800 Saint-Herblain,
- **Chambre de Commerce et d'Industrie de Maine et Loire (CCIT 49)**, 11 av. de la constitution, 49100 Angers,
- **Chambre de Commerce et d'Industrie de Mayenne (CCIT 53)**, 18 place de la gare, 53000 Laval,
- **Chambre de Commerce et d'Industrie Le Mans Sarthe (CCIT 72)**, 1 Boulevard René Levasseur, 72002 Le Mans Cedex 1,
- **Chambre de Commerce et d'Industrie de Vendée (CCIT 85)**, 16 rue Olivier de Clisson, BP 49, 85002 La Roche-Sur-Yon Cedex,

La liste des CCI, ci-dessus, correspond également à des sites de livraison. Tous les sites de livraison des entités CCI ci-dessus seront détaillés lors de la création des comptes et des profils.

Ainsi que les entités partenaires de la CCI Nantes St-Nazaire :

- **Intelligence Apprentie Groupement Interprofessionnel Pour l'Apprentissage et la Formation Continue (IA-GIPAFOC)**, 3, boulevard du bâtonnier Cholet, 44100 Nantes,
- **Expo Nantes Atlantique (ENA)**, Parc des Expositions de la Beaujoire, 44300 Nantes,
- **Ecole De Design Nantes Atlantique (EDDNA)**, 61, boulevard de la prairie aux ducs, 44200 Nantes,
- **Association de Gestion de la Maison de l'Apprentissage de Saint-Nazaire (MASN)**, 66 Rue Michel Ange – 44600 Saint-Nazaire,
- **Association Gavy Océanis (AGO)**, Boulevard de l'Université – 44600 Saint-Nazaire,



- **Audencia Group**, 8 route de la jonelière, 44312 Nantes Cedex 3,
- **Loire Atlantique Nautisme**, 1 rue Françoise Sagan, 44800 Saint-Herblain,
- **Maison De l'Entreprise de Saint-Nazaire (MDE)**, 6 esplanade Anna Marly, 44600 Saint-Nazaire,

Pour les sites de livraison suivantes :

- **Intelligence Apprentie Groupement Interprofessionnel Pour l'Apprentissage et la Formation Continue (IA-GIPAFOC)** – 8 rue Bisson – 44100 Nantes
- **Intelligence Apprentie Groupement Interprofessionnel Pour l'Apprentissage et la Formation Continue (IA-GIPAFOC)**, 3, boulevard du bâtonnier Cholet, 44100 Nantes,
- **Expo Nantes Atlantique (ENA)**, Parc des Expositions de la Beaujoire, 44300 Nantes,
- **Ecole De Design Nantes Atlantique (EDDNA)**, 61, boulevard de la prairie aux ducs, 44200 Nantes,
- **Audencia**, 8 route de la jonelière, 44312 Nantes Cedex 3
- **Maison de l'Apprentissage de Saint-Nazaire (MASN)**, 66 Rue Michel Ange – 44600 Saint-Nazaire,
- **Hôtel Consulaire de la CCINSN**, 35 Avenue du Général de Gaulle - 44600 St Nazaire,
- **Gavy Océanis** – Boulevard de l'Université – 44600 St Nazaire
- **CRTT** – Boulevard de l'Université – 44600 St Nazaire
- **Pole Achat Supply Chain Atlantique (PASCA)** – Boulevard de l'Université – 44600 St Nazaire
- **Maison De l'Entreprise de Saint-Nazaire (MDE)**, 6 esplanade Anna Marly, 44600 Saint-Nazaire,
- **Agence Interconsulaire d'Ancenis** – Aéroport – 6, Place Hélène Boucher – 44150 Ancenis,
- **Agence Interconsulaire de Châteaubriant** – 16, Rue Vauzelles – BP 212 – 44146 Châteaubriant Cedex,
- **Capitainerie de Piriac** - 1 Rue du Fort Baron – 44420 Piriac sur Mer
- **Capitainerie de la Baule** - 1 Quai Rageot de la Touche – 44500 La Baule
- **Port d'échouage de Pornichet** – Boulevard des Océanides – 44380 Pornichet
- **Port de Pornic** - Corniche de Gourmalon – 44210 Pornic
- **Port de Plaisance de La Turballe**, Quai Sevine Bustamente, 44420 La Turballe
- **Port de Plaisance du Croisic**, Place de la Croix de ville, 44490 Le Croisic

Il s'agit des besoins identifiés à la date du lancement du marché, ce qui ne préjuge pas de besoins ultérieurs d'autres CCI des Pays de la Loire.

4 PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ

La procédure retenue est celle de la procédure formalisée suivant les dispositions des articles L.2124-4 et R.2124-2 1° du code de la commande publique.

Le marché est passé sous la forme d'un accord cadre mono attributaire à bons de commande suivant les dispositions des articles R.2162-4 2° et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande avec un maximum annuel pour le lot 1 de 250 K € HT, et de 100 K € HT pour le lot 2, pour chaque période du marché en cas de reconduction, sans engagement, en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Le marché est décomposé en deux lots :

- Lot 1 : Distributeurs et consommables
- Lot 2 : Produits d'entretien et d'hygiène

Le candidat peut répondre à un ou plusieurs lots. Chaque lot sera attribué séparément et donnera lieu, à l'établissement d'un marché distinct. La CCI n'autorise pas les opérateurs économiques à présenter des offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus.

5 DURÉE DU MARCHÉ

Date estimative de début de marché :

- 1^{er} mai 2026

Durée du marché : à compter de la notification 1 an renouvelable 3 fois par tacite reconduction par période d'un an, avec possibilité de résiliation à tout moment après un préavis de 4 mois, à compter de la date de début du marché des CCI Région Pays de la Loire.

En cas de non-reconduction du marché, la CCIR le notifiera au titulaire 2 mois avant la date anniversaire du marché. Dépassé ce délai et / ou en cas d'absence de non-reconduction, le marché est automatiquement reconduit pour une période supplémentaire, jusqu'au terme maximum du marché.

Dans le cas de la résiliation de marché, la décision de résiliation est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet **à la date fixée dans la décision de résiliation.**

6 PIÈCES CONTRACTUELLES

Le marché est soumis aux règles du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP),
- Les prix unitaires fixés au Bordereau de prix unitaires (BPU)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables, CCAG-FCS (Fournitures courantes et services) du 30 mars 2021. Cette pièce, non-jointe au dossier, est réputée connue du fournisseur,
- Les actes spéciaux type avenants, postérieurs à la notification du marché
- Le fichier, éventuel, de question réponse échangé sur PLACE
- Offre technique et financière du titulaire.

7 COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL

7.1 Prise en compte par le titulaire de l'organisation

Principe général

Le présent marché est contracté par la CCIR. La CCIR met en place une structure de coordination permettant de faciliter la relation entre le titulaire et ses clients. Le titulaire doit prendre en compte cette structure de coordination, qui s'appuie sur l'interlocuteur suivant :

- Coordonnateur CCIR : Sébastien Pinchon
sebastien.pinchon@lemans.cci.fr 02 43 21 00 26

Le coordonnateur est notamment chargé des missions suivantes :

- Piloter la relation avec le titulaire du marché
- Assurer un suivi consolidé de la qualité du service rendu
- Assurer un support aux entités partenaires en cas de difficulté technique ou contractuelle dans la mise en œuvre du marché
- A la demande d'un ou plusieurs entités partenaires, intervenir en escalade en cas de différend avec un titulaire n'ayant pu être réglé

Responsable de compte du titulaire

Le titulaire désignera un responsable de compte. Il sera l'interlocuteur privilégié du coordonnateur et des entités. Il est le garant au niveau de la qualité des prestations fournies dans le cadre du marché.

Le responsable de compte du titulaire organisera dès l'attribution du marché, une rencontre en distanciel, où chaque entité concernée sera invitée, pour faciliter la mise en œuvre du marché, et particulièrement permettant de paramétrer l'outil de commande en ligne.

L'équipe du titulaire est amenée à effectuer à la demande des entités sur site ou en distanciel, les démonstrations/formations nécessaires au bon fonctionnement de l'outil ; et détermine auprès d'elles, les fréquences et modalités de rencontres périodiques souhaitées.

7.2 Revue de contrat du marché

Afin de suivre le bon déroulement du marché, et avec une fréquence annuelle (à chaque date anniversaire du contrat au plus tard), une revue de contrat sera instaurée avec le titulaire, et réunissant :

- Le titulaire, représenté notamment par son responsable de compte
- Le coordonnateur (CCIR)
- Des représentants des entités partenaires

Le coordonnateur pourra se faire accompagner d'experts.

Ce comité de pilotage traitera au minimum des points suivants :

- Revue de la Qualité de Service
- Les prix, le CA généré par le marché, la facturation
- L'examen des difficultés et problèmes rencontrés lors de l'exécution du marché
- Les perspectives d'évolutions des services et fournitures du titulaire
- Les éléments factuels apportés dans la grille RSE, lors du dépôt de l'offre.

La revue de contrat est à l'initiative du titulaire.

Le compte-rendu de la revue annuelle de contrat est à la charge du titulaire, qui doit le remettre aux participants 5 jours ouvrés après la tenue de la réunion.

7.3 Statistiques consolidées niveau centrale d'achat, et détaillées par entité

En plus des informations directement consultables sur les outils de gestion en ligne, un bilan annuel devra être élaboré et envoyé au coordinateur régional CCI. Les mentions minimales obligatoires sont déterminées ci-dessous. Le bilan abouti sera livré sous trois semaines maximum à compter de la date anniversaire.

- Une présentation du chiffre d'affaires trimestriel avec total annuel en € HT par entité et au niveau consolidé centrale d'achats (avec comparaison N- lors des reconductions)
- Une présentation de la typologie des achats par entité et au niveau consolidé centrale d'achats (avec comparaison N- lors des reconductions) :
 - % d'achats produits éco-responsables avec focus sur les produits éco-responsables labélisés,
 - % d'achats sur bordereau de prix unitaires % d'achats hors BPU
- Une présentation en € HT par famille d'achats par entité et au niveau consolidé centrale d'achats (avec comparaison N- lors des reconductions).
- Une présentation en € HT et % par tranches de montant de commande par entité et au niveau consolidé centrale d'achats (avec comparaison N- lors des reconductions).
- Un rapport par entité et au niveau consolidé centrale d'achats, permettant aux entités de déclarer que les biens qu'elles achètent chaque année sont issus « du réemploi, de la réutilisation ou intègrent des matières recyclées dans des proportions de 20 % à 40 % selon le type de produit ».
- Un bilan carbone par entité et au niveau consolidé centrale d'achats (avec comparaison N- lors des reconductions).
- Un bilan AGECE.

7.4 Suivi régulier de proximité

L'accompagnement commercial ne se limite pas à la fourniture annuelle de statistiques. Il est attendu de l'équipe du titulaire un suivi régulier de proximité sur les territoires, dont les modalités et fréquences sont à déterminer avec les référents identifiés des entités. Ce suivi régulier, plus présent à la mise en œuvre du marché, doit permettre d'adapter les paramètres de l'outil en ligne, et d'effectuer un premier retour sur le comportement d'achat des utilisateurs. Il doit permettre rapidement de réorienter, particulièrement pour les achats hors BPU, vers des consommations plus vertueuses que ce soit en termes de choix de produits (favoriser les produits éco responsables, écocertifiés ou écolabellisés), ou de fréquence de commandes (objectif minimiser la volumétrie et récurrence des commandes de faibles montants).

8 BONS DE COMMANDE

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande avec un maximum annuel pour le lot 1 de 250 K € HT, et de 100 K € HT pour le lot 2, pour chaque période du marché en cas de reconduction, sans engagement, en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Les bons de commande seront établis au fur et à mesure des besoins.

L'achat de prestations dans le cadre du présent marché sera lancé par l'émission d'un bon de commande (lettre, e-mail), au vu de l'offre établie par le titulaire.

L'émission de ces bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

Les bons de commande seront adressés au titulaire, par courriel dont l'adresse sera indiquée dans le mémoire technique.

Les bons de commande comportent au minimum les mentions suivantes :

- le numéro du marché,
- la date d'émission et le n° du bon de commande,
- la nature des prestations ou matériels commandés,
- le lieu de livraison,
- les références tarifaires du BPU
- les montants HT, TTC et le taux de TVA appliqué,
- l'adresse de facturation.

9 RÉMUNÉRATION

9.1 Contenu des prix

Le marché est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la prestation y compris, le port, les frais généraux, frais d'assurance, frais de livraison et de déplacements-manutention jusqu'au point de livraison indiqué au bon de commande, le service, impôts, taxes et redevances de toute nature, et, d'une manière générale, selon les règles d'usage de la profession et / ou les règles de l'art.

Ces prix tiennent compte notamment de toutes les charges et de tous les aléas pouvant résulter de l'exécution du marché y compris celles qui n'ont pas été explicitement décrits mais qui sont néanmoins nécessaires pour l'exécution de la prestation.

La facturation devra mentionner notre numéro de commande et de marché.

9.2 Mois d'établissement des prix

Le mois d'établissement du prix initial est le mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » ou « M0 ».

9.3 Nature du prix, actualisation et révision des prix

Les prix sont unitaires appliqués aux quantités réellement livrées.

Les prix sont invariables pendant un an et seront révisés ensuite à la date anniversaire du renouvellement du marché selon la formule suivante :

Le coefficient de révision "Cr" applicable est donné par la formule suivante :

$$Cr = 0,15 + 0,85 (Lm / Lm0)$$

Formule dans laquelle :

Cr = coefficient de révision

Im0 = valeur de l'index au mois m0.

Im = valeur du même dernier index connu et publié au mois m (en cas d'indice provisoire, celui-ci est considéré comme ferme et définitif).

Le marché est établi sur la base des indices INSEE suivants :

- Pour le lot 1 : Im : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 17.22 – Articles en papier à usage sanitaire ou domestique - Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764127 ; du mois de la date anniversaire de variation, moins quatre mois
- Pour le lot 2 : Im : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 20.41 – Savons, détergents et produits d'entretien - Prix de base – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010763828 ; du mois de la date anniversaire de variation moins quatre mois.

Les prix indiqués au bordereau des prix unitaires sont assortis d'une clause d'ajustement dans les conditions de l'article R.2112-13 du code de la commande publique.

En cas de série arrêtée, il serait appliqué la série de remplacement. A défaut, un nouvel indice représentatif serait retenu après discussion et accord de la CCIR.

Toute demande de mise à jour des prix devra être accompagnée des pièces justificatives ayant servi au calcul du nouveau prix.

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir à la CCIR, par courriel, son nouveau tarif (ou barème) avec un préavis de 2 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement. Passé ce délai et en absence de réception de ce courrier, toute demande de révision sera refusée.

Tout ajustement de tarif, accepté par la CCIR, ne nécessite ni la signature d'un avenant, ni la signature d'une annexe.

Toutefois, le prix révisé en application de cette formule ne s'appliquera qu'après accord explicite des parties.

Le changement tarifaire ne s'accompagne pas d'une diminution de la qualité de service offert par le titulaire.

9.4 Clause de sauvegarde

La CCIR se réserve le droit de résilier, de plein droit et sans indemnité, sous préavis de 2 mois, le présent marché après la date du changement de tarif dès lors que l'évolution moyenne de l'ensemble de prix pratiqués au titre du marché entraînera une augmentation de plus de 3% annuel par rapport aux tarifs précédemment proposés par le titulaire.

La variation à la baisse n'est pas limitée.

9.5 Application de la valeur à taxe ajoutée

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

10 MODIFICATION DE MARCHÉ

Toute modification survenant pendant l'exécution du présent marché ne sera effective qu'après la signature d'un document de modification de marché entre les parties.

Des prestations complémentaires ou supplémentaires pourront être demandées au titulaire du marché dans les conditions suivantes :

- Par voie de prestations complémentaires :

Par application des dispositions des articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique, la CCIR se réserve la possibilité de conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de marché avec le titulaire du présent marché pour des prestations n'y figurant pas, non prévues au départ ou devenues nécessaires, à la suite de circonstances imprévues, à la réalisation du présent marché. Le montant cumulé des prestations complémentaires ne doit pas dépasser 50 % du marché initial.

- Par voie de prestations similaires :

Sans objet.

- Par voie de la clause de réexamen :

Par application des dispositions de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, la CCIR se réserve la possibilité de conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de l'accord-cadre avec le titulaire ou les titulaires du présent accord-cadre pour des prestations faisant l'objet de bon de commande ou de marchés subséquents prévus dans l'accord-cadre initial.

Ces modifications interviennent lorsque, dans le cadre du présent accord-cadre, le ou les montants maximums fixés initialement ont été atteints en raison de circonstances imprévues, d'une augmentation de la demande, ou dans le cadre de prestations qui n'étaient pas prévues initialement.

Ces modifications prendront la forme d'un avenant soumis à l'accord préalable du ou des titulaires fixant les modalités de la mise en œuvre, des nouveaux montants des montants maximums des bons de commande ou des marchés subséquents. La clause de réexamen n'a pas pour effet de remettre en concurrence les opérateurs économiques au présent accord-cadre ou de modifier les règles de publicité initiales.

11 PÉNALITÉS

Par dérogations aux articles 14 et suivant, la CCIR ne prévoit pas de montant minimum et maximum de montant de pénalités ni de montant d'exonération de pénalités. Les pénalités s'appliquent au contrat et à ses éventuels avenants. La TVA n'est pas applicable aux pénalités.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1218 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de la CCIR.

Dans le cadre de l'article 32.1.c du CCAG FCS et par dérogation à l'article 32.2 du CCAG FCS, passé un délai d'un mois ouvré de retard, la CCIR se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, et sans mise en demeure préalable, sauf si les retards sont imputables à la CCIR.

Lorsque les délais contractuels sont dépassés, ou en cas de manquement contractuel, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, et par période précisée dans les développements ci-après, les pénalités suivantes :

- **Retard d'exécution**

Par jour ouvré de retard : forfait de cinquante (50) € + 2% montant HT de la commande concernée.

- **Manquement**

Par constatation : forfait de cent (100) €.

- **Absence de remise des justificatifs demandés avec la grille RSE :**

En cas d'absence de remise des justificatifs de la grille RSE lors de chaque revue annuelle du marché, il sera appliqué une pénalité forfaitaire au titulaire d'un montant de 1 000 € HT.

12 ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la CCIR, des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Pour justifier de ces garanties, le titulaire doit fournir une attestation d'assurance d'une compagnie notoirement solvable, portant mention de la durée de validité et de l'étendue des garanties.

13 MODALITES DE RÈGLEMENT

13.1 Païement

Les factures par commande seront adressées à chaque direction financière des entités, et déposées sur Chorus, portant outre les mentions légales, le numéro de commande et le numéro de marché.

Le titulaire édite une facture par bon de commande (une facture est systématiquement liée à un n° de bon de commande). Par exemple une livraison en fin de mois regroupant six commandes passées sur le site de commande en ligne, implique six factures à éditer et à déposer sur CHORUS portant le n° de bon de commande concerné.

13.2 Echéance de paiement

Pour la CCI Région Pays de la Loire, le règlement s'effectuera par virement bancaire à 30 jours suivant la réception de la facture.

Pour la CCI Nantes St-Nazaire, Loire Atlantique Nautisme, le règlement s'effectuera par virement bancaire à 25 jours maximum fin de mois date de la réception de la facturation, paiement le 15 ou le 25 de chaque mois.

Pour la CCI Maine et Loire, le règlement s'effectuera par virement bancaire 30 jours à compter de la réception de la facture.

Pour la CCI Mayenne, le règlement s'effectuera par virement bancaire à 25 jours fin de mois.

Pour la CCI Sarthe, le règlement s'effectuera par virement bancaire 30 jours fin de mois date de facturation.

Pour la CCI Vendée, le règlement s'effectuera par virement bancaire le 30 du mois suivant la date de facture.

Pour l'Association Gavy Océanis, le règlement s'effectuera par virement bancaire à 30 jours fin de mois date de facturation.

Pour la MASN, le règlement s'effectuera par virement bancaire à 25 jours fin de mois date de facturation.

Pour l'EDD, le règlement s'effectuera par virement bancaire à 25 jours fin de mois date de facturation.

Pour le IA-GIPAFOC, le règlement s'effectuera par virement bancaire à 30 jours fin de mois.

Pour le Parc des Expo, le règlement s'effectuera par virement bancaire à 30 jours fin de mois date de facturation.

Les factures du fournisseur seront adressées, qu'une fois que l'ensemble des produits commandés sont bien livrés, et après la réception acceptée et opérations de vérification satisfaisantes par les entités.

13.3 Modalités de transmission de la facturation

Dépôt des factures obligatoire sur le portail « Chorus Portail Pro » : https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm

Avec les informations suivantes :

- Le **numéro de SIRET**, qui identifiera [nom de la structure] en tant que destinataire de la facture ; Concernant la CCIR, le SIRET = 184 401 289 00022
- Le **numéro du marché : 2026CAPF1017.**
- Le **N° de bon de commande**

14 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

14.1 Mise en œuvre

Le titulaire s'engage :

- A exécuter les prestations du marché conformément aux dispositions des documents du marché et suivant le calendrier convenu entre les parties
- A respecter les exigences spécifiées dans les documents du marché,
- A garantir la continuité de service du marché,
- A exécuter ses obligations avec tout le soin et la diligence nécessaires et à respecter les règles et méthodes de la CCIR,
- A informer rapidement la CCIR de toute difficulté empêchant la mise en œuvre du marché,

14.2 Cession

Le marché est conclu en stricte considération de la personne du fournisseur. Par conséquent, il ne peut être cédé par le fournisseur à un tiers sans l'accord préalable de la CCIR.

14.3 Sous-traitance

En cas de sous-traitance d'une partie des prestations du présent marché, le titulaire devra, au préalable, en informer, par tout moyen, la CCI aux fins d'agrément éventuel, la déclaration s'effectue sur la base du formulaire DC4. En cas de sous-traitance, la facture présentée par le titulaire devra comprendre la quote-part du sous-traitant agréé.

Par ailleurs, le titulaire du marché doit faire connaître à la CCI le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant. Conformément à l'article L2193-1 du CCP, pour les marchés de fournitures ne comportant pas de services ou de travaux de pose ou d'installation, la sous-traitance est interdite.

15 LIVRAISONS

Sauf consignes particulières indiquées par les entités, les livraisons s'effectuent quel que soit le montant de la commande sans attente de regroupement.

Le titulaire s'engage à livrer franco de port, sans minimum de commande.

Le titulaire livre sous un délai de 72 heures maximum à compter de la validation de la commande.

Conformément à l'article 20 du CCAG-FCS, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire. Le titulaire doit en tout état de cause adapter les moyens à mettre en œuvre pour permettre la livraison malgré les contraintes d'accès et les conditions de circulation pouvant exister.

Le titulaire assure également le déchargement des véhicules de livraison et met les fournitures à la disposition des entités dans les locaux désignés dans le bon de commande ou à défaut, dans la zone d'accueil des services concernés par le présent marché. Certaines livraisons s'effectuent dans les étages à destination du service concerné.

Pour les commandes en grande quantité, le titulaire s'oblige à prendre rendez-vous avec le service demandeur. En effet, certains sites sont équipés de contrôle d'accès, cette courtoisie permet de prévoir les facilités d'organisation et d'optimiser le temps de livraison-déchargement-acheminement.

Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison qui comporte, notamment :

- la référence du bon de commande et du marché (obligatoire)
- la date d'expédition,
- la date de livraison,
- Le lieu de livraison,
- l'identification du titulaire,
- l'identification des fournitures livrées et leur répartition par colis,
- le nombre de colis.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure au bon de livraison et renfermer l'inventaire de son contenu. La facturation correspondra aux produits réellement livrés (et non commandés).

Toutes les livraisons seront assurées les jours et heures ouvrés globalement de 9h à 12h00 et de 14h00 à 17h ; en dehors de cette tranche horaire aucune livraison ne sera acceptée sauf demandes spécifiques des entités.

En consultation, les candidats sont invités à vérifier par leur moyen les conditions d'accès. Les candidats doivent prendre en compte les contraintes d'accès et de sécurité propre à chaque site.

Les livraisons sont effectuées pour chacune des entités concernées et au point de livraison mentionné sur le bon de commande. Les modalités sont mises à jour et confirmées lors de la réunion de lancement.

Particularités Ile d'Yeu comprise dans l'offre

Concernant les fournitures nécessaires à notre site de l'Ile d'Yeu, le titulaire s'engage à le livrer à Fromentine (gare maritime) et à assurer l'enregistrement pour la livraison sur l'Ile d'Yeu.

Particularités centres de marées

Les centres de marées en Vendée sont livrés le matin uniquement.

Particularités Bureau des ports de la Baie de Bourgneuf

Ce bureau n'est ouvert qu'en cas de rendez-vous, il faudra donc que le livreur contacte la personne nommée sur le bon de commande pour fixer un RDV de livraison.

16 CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

16.1 LOT 1 DISTRIBUTEURS ET CONSOMMABLES

16.1.1 Propriété des distributeurs en place

Les CCI sont propriétaires de leurs propres distributeurs d'essuie main, savon et papier hygiénique (environ 2800, Cf. état des lieux distributeurs, l'état est évolutif base septembre 2025).

Ce marché ne concerne en aucune manière la dépose, l'enlèvement et le remplacement des équipements déjà en place.

16.1.2 Nouveaux distributeurs

Dans le cadre du renouvellement de distributeurs, ou d'extension du périmètre des CCI (construction de nouveau(x) bâtiment(s), occupation de nouvel espace), les distributeurs fournis sont cédés à titre gracieux.

En contrepartie, les CCI s'engagent à commander exclusivement les consommables liés, auprès du titulaire du marché.

Le Bordereau de prix unitaires ne fixe pas exhaustivement les distributeurs qui pourrait être déployés, toutefois le principe reste le même, ils sont cédés à titre gracieux.

Dans un souci d'homogénéité de parc, le titulaire s'engage à proposer des appareils de marque fabricant notoirement reconnue et indépendante des candidats, et dans la mesure du possible, équivalente au parc en place.

16.1.3 Pose de nouveaux distributeurs

Certaines CCI ne disposent pas d'équipe interne permettant de réaliser la pose de nouveaux distributeurs, le titulaire s'engage à réaliser la pose gratuitement. La pose et les modalités sont validés en amont avec l'entité concernée. En cas de sous-traitance des installations de pose, le titulaire déclare son sous-traitant au moyen d'un formulaire DC4.

16.1.4 Consommables liés

Les données « quantités indicatives annuelles » sont les consommations réelles de l'année 2024, fournies à titre informatif.

Les CCI achètent les consommables de la marque du distributeur. Aucun compatible n'est proposé au bordereau de prix unitaires.

Les consommables sont éco responsables : certifications forestières PEFC ou FSC, et/ou aux labels européens : Ecolabels ou Ange bleu, et/ou être composés de matières recyclées post consommation (label FSC recyclé, ou PEFC recyclé ou équivalent).

La fiche de données de sécurité, et la fiche technique sont jointes à l'offre. Ces fiches se doivent d'être complètes, claires, et détaillées.

Outre les fournitures les plus courantes listées au bordereau des prix, la CCI pourra commander des articles du catalogue du fournisseur joint au présent marché, le tarif est joint à l'offre.

16.2. LOT 2 PRODUITS D'ENTRETIEN ET D'HYGIENE

16.2.1 Dispositions générales

- Les produits devront être conformes aux prescriptions légales et réglementaires françaises et européennes en vigueur.
- La CCIPDL est engagée dans une démarche de développement durable, chaque soumissionnaire propose très majoritairement des produits éco responsables (éco-label européen, Ecocert, norme NF environnement, ...), dont l'efficacité est reconnue, et dont l'impact négatif pour les utilisateurs et l'environnement est le plus réduit.
- Les sacs d'emballage poubelle (Code CPV Règlement (CE) 213/2008 : 18937000-6) proposés en référence au BPU devront permettre de satisfaire à l'obligation de niveaux d'achats annuels de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées définis par le décret d'application n°2021-254 du 9 mars 2021 (Loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - dite loi AGECE).
- Le soumissionnaire fournit pour chacun des produits, le cas échéant la fiche de données de sécurité, et la fiche technique. Elles sont à joindre obligatoirement en annexe de l'offre. Ces fiches se doivent d'être complètes, claires, et détaillées.
- Outre les fournitures les plus courantes listées au bordereau des prix, la CCI pourra commander des articles du catalogue du fournisseur joint au présent marché, le tarif est joint à l'offre.
- En cas de suppression ou changement de produit, la nouvelle référence sera de qualité égale ou supérieure, la CCIPDL devra en être informée par écrit et donner son accord.
- L'indication des produits consommés précédemment éclaire le candidat sur l'usage, la gamme et le niveau de performance actuels des fournitures. Les candidats peuvent présenter des produits avec des propriétés d'efficacité, de rendement, et de qualité, équivalentes ou supérieures aux caractéristiques techniques définies.
- Lorsque le titulaire récupère les contenants, tels que les bidons des produits, aérosols, ..., il le précise dans son offre et détaille les modalités (mise à disposition de contenants pour recueillir les déchets souillés vides, fréquences de collecte, modalités de gestion des BSD le cas échéant, ...), mais cette prestation n'est pas obligatoire.
- Il est demandé à chaque candidat de privilégier pour les produits les emballages recyclables ou rechargeables.
- Les cartons de livraison devront être recyclables et fabriqués à base de matière recyclée.

16.2.2 Réalisation des plans de nettoyage

Le titulaire met au point un plan de nettoyage pour l'ensemble des locaux concernés par les denrées alimentaires des centres de formation (méthode HACCP) :

- Centre de formation Pierre Cointreau, sis 132 Avenue De Lattre de Tassigny - 49000 Angers
- Centre de formation du Saumurois, Square Balzac - 49412 Saumur
- CFA CCI LE MANS, 132 rue Henri Champion - 72100 Le Mans

Il réalise un suivi au moins une fois par an pour juger de l'efficacité des produits ou de la méthode de nettoyage. Les affiches ou panneaux des plans de nettoyage (édition couleur et plastifiée) sont fournis en quantité nécessaire par le titulaire, et mis à jour autant que nécessaire.

16.3. DEFINITION DES FAMILLES DE FOURNITURE OBJET DU MARCHE

Pour le lot 1 : distributeur essuyage et hygiène corporelle et consommables liés

Pour le lot 2 : ensemble de la gamme matériels, produits d'entretien et d'hygiène sauf distributeur essuyage et hygiène corporelle et consommables liés

16.4. STRUCTURATION COMPTE CLIENT

Un niveau compte client porteur correspondant au niveau consolidé centrale d'achats (CCIPDL) sans facturation auquel se rattache plusieurs comptes clients utilisateurs, livrés et facturés (entités CCI R, CCI 44, CCI49, CCI 53, CCI 72, CCI85, et entités partenaires).

NIVEAU 0	REGROUPEMENT COMPTE CLIENT PRINCIPAL	CCI DE REGION DES PAYS DE LA LOIRE	EXPORT PONCTUEL OU GLOBAL, PAR PERIODE, TOUTES ACTIVITES, CONSOMMATIONS DETAILLES, FACTURES ET TOUS SUPPORTS PAR N° CLIENT UNIQUE
0.		CCI DE REGION DES PAYS DE LA LOIRE	Correspond au niveau Centrale d'achats qui porte le marché
NIVEAU 1	REGROUPEMENT COMPTE CLIENT SECONDAIRE (RATTACHE AU COMPTE CLIENT PRINCIPAL)	PAR ENTITES TERRITORIALES ou ENTITES PARTENAIRES	EXPORT PONCTUEL OU GLOBAL, PAR PERIODE, TOUTES ACTIVITES, CONSOMMATIONS DETAILLES, FACTURES ET TOUS SUPPORTS PAR N° ENTITE CCI OU ENTITE PARTENAIRE
0.1		CCIR	Correspond au niveau de facturation
0.2		CCI44	Correspond au niveau de facturation
0.3		ENTITE PARTENAIRE DE LA CCI 44_à définir	Correspond au niveau de facturation
0.4		ENTITE PARTENAIRE DE LA CCI 44_à définir	Correspond au niveau de facturation
0.5		ENTITE PARTENAIRE DE LA CCI 44_à définir	Correspond au niveau de facturation
0.6		ENTITE PARTENAIRE DE LA CCI 44_à définir	Correspond au niveau de facturation
0.7		CCI49	Correspond au niveau de facturation
0.8		CCI53	Correspond au niveau de facturation
0.9		CCI72	Correspond au niveau de facturation
0.10		CCI85	Correspond au niveau de facturation

Chaque entité rattachée à la centrale d'achats, est indépendante pour ce qui est de la gestion des profils utilisateurs, flux de validation, passation de commande, réception admission, et facturation.

Le coordinateur régional CCI doit disposer de l'accès et de la visualisation sur tous les comptes clients utilisateurs de manière indépendante (niveau entité), et disposer d'un accès et de la visualisation sur le compte consolidé (niveau central d'achats).

16.5. SOLUTION DE COMMANDE EN LIGNE

Le titulaire met à disposition une solution de commandes en ligne. Chaque utilisateur dispose d'un mot de passe pour accéder librement au portail Internet. Le candidat fournit dans son offre le gabarit de création de profil pour chaque entité. La création des comptes des entités et des profils affiliés est à la charge du titulaire.

En cours d'exécution, chaque entité peut administrer, idéalement de manière autonome, son compte, ses profils et les différents droits des utilisateurs (création et suppression de profils, gestion des droits, gestion des mots de passe).

L'outil prévoit un accès rapide au BPU.

L'outil, lors d'une recherche plus ouverte, doit permettre de différencier les articles du BPU (icônes, code couleur...).

L'accès à l'ensemble du catalogue est autorisé par défaut, toutefois il pourra être soumis à approbation en fonction des choix des entités.

Les paramétrages des comptes de chaque entité doivent pouvoir être différent, et être modifiable sans impacter les autres comptes utilisateurs.

L'outil doit proposer trois profils :

- Utilisateur : le collaborateur saisit sa commande.
- Valideur : profil utilisateur + fonction de contrôle et validation des commandes des utilisateurs dans le respect des budgets alloués.
- Administrateur : profils utilisateur et valideur + administration des comptes, profils, budgets.

Utilisateurs et utilisateurs-valideurs : l'outil devra à minima proposer les fonctionnalités suivantes :

- Accès restreint au mini catalogue ;
- Accès général au catalogue après approbation ;
- Gestion d'articles favoris ;
- Possibilité de réaliser des précommandes, devis, paniers ;
- Visualisation et suivi des commandes passées, refusées, en cours, en attente ;
- Historique des bons de commande depuis création du profil ;
- Possibilité de créer et gérer des budgets ;
- Générer des statistiques ;
- Exercer un contrôle avant la validation de la commande.

Administrateurs : l'outil doit permettre :

- De créer, modifier, gérer la liste des utilisateurs et leurs droits ;
- De générer des statistiques pour l'entité concernée (consommation par famille de produit, par référence, par service, ...)

Sensibilisation au fonctionnement : le titulaire effectue, à la demande des entités, sur site ou en distanciel, une formation à l'utilisation de la plateforme. Il fournit un manuel d'utilisation illustré.

L'outil de commande en ligne doit prévoir la capacité d'une validation immédiate si et seulement si l'opérateur renseigne dans un champ prévu à cet effet le n° de commande (format xxx/xxxxx).

L'outil de commande en ligne doit permettre de regrouper plusieurs bons de commande valables (c'est-à-dire avec n° d'engagement format xxx/xxxxx, confirmant que la validation interne « entité » du bon de commande est bien effectuée) saisis et validés au fil de la survenance des besoins sur une période à définir (un mois par exemple). La livraison unique de l'ensemble des bons de commande regroupés sur une période est déclenchée par la validation définitive du référent concerné. Le règlement s'effectue sur la base d'une facture par bon de commande et non par livraison.

Les commandes seront transmises directement via la solution de commandes en ligne, exceptionnellement par courriel auprès du commercial dédié.

Les commandes sont franco de port.

Le titulaire proposera des solutions pour accompagner les usagers vers une réduction du volume des commandes inférieures à 200 € HT, se matérialisant par exemple avec une fenêtre d'information lors de la validation de la commande sur le site internet alertant l'opérateur de saisie de regrouper voire reporter sa commande afin d'optimiser les livraisons.

Toutes les commandes s'entendent franco de port, et manutention comprise jusqu'au lieu précis de livraison déterminé sur le bon de commande. La tendance est une commande groupée mensuelle par entité. Des commandes ponctuelles peuvent également être effectuées, elles doivent être honorées dans les mêmes conditions.

Le titulaire devra veiller à disposer d'un approvisionnement suffisant pour faire face aux délais de livraison pour lesquels il s'est engagé :

- Dans l'hypothèse d'une rupture ponctuelle de stock d'un produit, le titulaire s'engage à informer la CCIR de la rupture momentanée du produit et à proposer un produit de substitution ayant des caractéristiques techniques et qualitatives équivalentes ou supérieures au produit remplacé. Le prix de ce produit temporaire devra être inférieur ou égal à l'ancien.
- Dans l'hypothèse d'une rupture définitive de stock d'un produit notamment si le produit concerné figure dans le BPU, le titulaire s'engage à informer la CCI et à proposer un nouveau produit soumis à son approbation préalable. Le prix de ce nouveau produit devra être inférieur ou égal à l'ancien.

17 CLAUSE ANTI-CORRUPTION

La CCI Région Pays de la Loire est engagée dans la lutte contre les atteintes à la probité et porte une attention particulière à ce que les prestataires avec lesquels elle contracte partagent les valeurs et principes d'intégrité de la CCI Région Pays de la Loire. Lesdits prestataires doivent également s'engager à lutter contre toute forme d'atteinte à la probité caractérisée par tout comportement susceptible d'être qualifié de corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêt, concussion, favoritisme, détournement de fonds publics.

En qualité de candidat au cours de la consultation, comme au cours de l'exécution du marché en qualité de titulaire, les agissements de l'opérateur économique ne doivent pas donner lieu à des comportements ou faits contraires à la réglementation en vigueur. Le titulaire, ses filiales, et, ses représentants, mandataires sociaux, dirigeants et salariés respectifs déclarent ne pas être visés dans une procédure pour l'un des faits précités.

A cet effet, le titulaire conduit ses activités conformément aux principes d'éthique et d'équité et s'engage à mettre en œuvre, au regard, de la taille et de la structure de son entreprise, l'ensemble des mesures nécessaires destinées à détecter et prévenir les risques de corruption, tant au sein de son organisation, qu'à l'égard de ses sous-traitants.

Le titulaire s'engage à respecter la loi n°2016-1691 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (dite loi Sapin II).

Le titulaire déclare qu'il a pris toutes les mesures nécessaires (procédures, codes de conduite par exemple) afin de prévenir toute violation de ces lois et réglementations relatives à la lutte contre les atteintes à la probité.

En outre, le titulaire prend également toute mesure nécessaire pour prévenir et détecter toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du présent marché.

Le titulaire prend pour lui-même et vis-à-vis de ses personnels toute mesure utile pour éviter que des situations de conflit entre les missions confiées au titre du marché et d'autres intérêts influencent ou soient susceptibles d'influencer indûment la façon dont sont effectuées lesdites missions, ou ne soit consenti ou recherché un avantage illégal quelconque, financier ou en nature, né de l'attribution et/ou de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à informer immédiatement la CCI Région Pays de la Loire de toute mise en examen ou mesure équivalente, ainsi que de toute condamnation - en première et, le cas échéant, dernière instance - prononcée à son encontre ou à l'encontre d'une personne agissant pour leur compte sur la base d'un délit constituant une atteinte à la probité.

18 DÉROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG-FCS

Application des dispositions du CCAG-FCS sauf clause contradictoire intégrée dans le présent document.

Articles CCAP	Articles CCAG FCS
11	14. Pénalités
17	5.2 : Protection des données à caractère personnel